

# **NUMERISATION DU BULLETIN OFFICIEL DE LA PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE 1920-1974**

---

## **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)**

---

### **SIÈGE**

15 rue des Minimes – CS 50001  
92677 COURBEVOIE Cedex

**Tél +33 (0)1 56 65 89 98**

Fax +33 (0)1 56 65 86 00  
[www.inpi.fr](http://www.inpi.fr) – [contact@inpi.fr](mailto:contact@inpi.fr)

Établissement public national  
créé par la loi n°51-444 du 19 avril 1951

## SOMMAIRE

1	OBJET DU MARCHE.....	3
2	FORME DU MARCHE.....	3
3	ALLOTISSEMENT.....	3
4	DUREE DU MARCHE.....	3
5	PRIX DES PRESTATIONS.....	3
6	VARIATION DANS LES PRIX.....	3
7	REGLEMENT DES COMPTES.....	3
8	AVANCE.....	4
9	EXECUTION DES PRESTATIONS.....	4
10	VERIFICATIONS ET ADMISSIONS.....	4
11	PENALITES DE RETARD.....	5
12	CESSION DE CREANCE.....	5
13	DISPOSITIONS RELATIVES AUX SOUS-TRAITANTS.....	5
14	PLAN D'ASSURANCE QUALITE FOURNISSEUR.....	6
15	RESPONSABILITE DU TITULAIRE.....	7
16	CONFIDENTIALITE.....	7
17	PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE.....	7
18	OBLIGATIONS DES COCONTRACTANTS.....	8
19	DOCUMENTS A PRODUIRE.....	8
20	DISPOSITIONS RELATIVES AU TRAVAIL DISSIMULE.....	8
21	DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE TITULAIRE ETRANGER.....	8
22	RESILIATION.....	9
23	REGLEMENT DES DIFFERENDS ET LITIGES.....	9
24	TRANSFERT DES DROITS ET OBLIGATIONS DU TITULAIRE.....	9
25	MARCHES COMPLEMENTAIRES.....	9
26	DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX.....	9

## **1 OBJET DU MARCHÉ**

Le présent marché a pour objet la numérisation du bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) de 1920 à 1974.

Les prestations et leurs spécifications techniques sont décrites dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

## **2 FORME DU MARCHÉ**

Le présent marché est conclu sous la forme d'un marché ordinaire traité à prix forfaitaire.

Il est passé dans le cadre d'une procédure adaptée en application des articles L.2123-1 et R.2123-1-1 du code de la commande publique.

## **3 ALLOTISSEMENT**

Conformément à l'article R.2113-2 du Code, le présent marché ne fait pas l'objet d'une décomposition en lots car la dévolution en lots séparés risque de rendre techniquement difficile l'exécution des prestations

## **4 DUREE DU MARCHÉ**

Le présent marché est conclu pour une durée d'un an à compter de sa date de notification.

## **5 PRIX DES PRESTATIONS**

Les prix du marché sont hors TVA. Ils comprennent tous les frais (notamment les frais de déplacement) et dépenses nécessaires à l'exécution du marché.

## **6 VARIATION DANS LES PRIX**

Les prix sont fermes et non actualisables.

## **7 REGLEMENT DES COMPTES**

### **7.1 Remise des factures à l'INPI**

Le titulaire ainsi que, le cas échéant, ses cotraitants et ses sous-traitants concernés, doivent transmettre leurs demandes de paiement sur le portail mutualisé de l'Etat Chorus Pro (<https://chorus-pro.gouv.fr>).

Les informations permettant de déposer les factures sur Chorus portail pro sont les suivantes :

- Siret : n° 18008001200248 ;
- Code service Chorus Pro : SNA
- Engagement(s) : le numéro d'engagement juridique vous sera précisée au cas par cas, sous le format « EJ/SF/... /..... » ;
- Numéro de marché (la numérotation vous sera précisée lors de la notification) : 202.../00. Ces informations devront également figurer dans l'entête de la demande de paiement.

Ces informations devront également figurer dans l'entête de la demande de paiement.

## **7.2 Mentions de la facture**

Outre les mentions obligatoires réglementaires, chaque facture mentionnera les indications suivantes :

- la désignation des parties contractantes du marché (titulaire et pouvoir adjudicateur),
- l'objet succinct du marché,
- la nature, le prix des prestations réalisées et la phase d'exécution correspondante,
- le montant total hors taxes,
- le montant de la TVA, suivant le taux en vigueur,
- le montant total TTC.

## **7.3 Modalités de règlement**

Le paiement des sommes dues au titulaire au titre du marché s'effectue sur présentation de factures, suivant les règles de la comptabilité publique et par virement administratif.

Le paiement des prestations forfaitaires s'effectue mensuellement, après la validation de chaque livrable par le service Archives de l'INPI, au montant de 10% du prix global et forfaitaire fixé dans l'acte d'engagement.

Le règlement de chaque facture sera considéré comme paiement partiel définitif.

## **7.4 Délai global de règlement**

Le délai global de règlement des sommes dues est fixé à 30 jours maximum à compter de la date de réception de la facture par l'INPI.

## **8 AVANCE**

Une avance de 10% du prix global et forfaitaire TTC fixé dans l'acte d'engagement sera accordée au titulaire qui le souhaite dans les conditions prévues aux articles R 2191-10 et R 2191-24 à R 2191-26 du code de la commande publique, sauf s'il la refuse expressément dans l'acte d'engagement.

Elle sera réglée sans formalités dans le délai de 30 jours suivant la notification du marché.

Le remboursement de l'avance se fera dans les conditions prévues aux articles R 2191-11 et R 2191-12 du code de la commande publique.

## **9 EXECUTION DES PRESTATIONS**

Le titulaire s'engage à réaliser l'ensemble des prestations prévues dans le CCTP avant le terme du marché.

## **10 VERIFICATIONS ET ADMISSIONS**

Les vérifications et admissions conditionnent le paiement des prestations acceptées.

Les vérifications, admissions et rejet sont prévus à l'article 15 du CCTP.

L'article 15 du CCTP déroge aux articles 30.1, 30.2 et 30.4.1.

## 11 PENALITES DE RETARD

Cet article déroge à l'article 14 du CCAG-FCS

En cas de retard constaté par rapport aux délais de livraison fixés dans le calendrier d'exécution des prestations défini à l'article 19 du CCTP, l'INPI pourra appliquer une pénalité de 100 € par jour ouvré de retard.

Pour tout autre manquement aux obligations fixées dans le marché ou à un engagement contractuel, il pourra être fait application d'une pénalité forfaitaire de 100 €.

Préalablement à l'application des pénalités, l'INPI adressera un courrier recommandé à l'entreprise. Celle-ci aura un délai de 15 jours pour faire parvenir ses éventuelles observations. A défaut, les pénalités seront appliquées de plein droit.

Si des observations motivées sont transmises dans le délai imparti, l'INPI se réserve le droit d'apprécier si les retards sont imputables, en tout ou partie, à l'entreprise et ainsi de moduler ou non les pénalités.

## 12 CESSIION DE CREANCE

Si le titulaire souhaite céder ou nantir des créances qu'il détient sur l'INPI au titre du présent marché, il doit demander à l'INPI la délivrance d'un certificat de cessibilité.

Ce certificat comporte notamment le montant du marché non sous-traité par le titulaire, et doit être remis à l'organisme bénéficiaire de la cession ou du nantissement.

Une fois le certificat fourni, il ne peut en être émis d'autres exemplaires.

## 13 DISPOSITIONS RELATIVES AUX SOUS-TRAITANTS

Le titulaire pourra sous-traiter une partie de l'exécution des prestations faisant l'objet du marché dans les conditions prévues aux articles L 2193-1 à L 2193-14 et R 2193-1 à R 2193-16 du code de la commande publique.

### 13.1 Désignation d'un (ou de) sous-traitant(s) en cours de marché

La désignation d'un (ou de) sous-traitant(s) en cours de marché est soumise à l'agrément du pouvoir adjudicateur. Elle sera formalisée par acte spécial et est subordonnée à la présentation des documents suivants, fournis par le titulaire contre récépissé ou par lettre recommandée, avec avis de réception :

① Une déclaration mentionnant :

- la nature des prestations sous-traitées ;
- le nom, la raison ou dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
- les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et le cas échéant, les modalités de variation de prix ;

*(Ces informations peuvent être regroupées dans un acte spécial de sous-traitance, imprimé DC4, disponible sur le site Internet du ministère de l'économie et des finances, à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat>)*

② Les capacités professionnelles et financières du sous-traitant.

③ Une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

④ Le certificat de cessibilité du marché si celui-ci a été délivré par l'INPI. Le montant figurant sur ce certificat doit être modifié par l'INPI en fonction du montant sous-traité.

### 13.2 Modalités de paiement direct

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 € TTC, le sous-traitant, agréé par l'INPI, est payé directement, après accord du titulaire.

Le sous-traitant adresse sa facture conformément aux dispositions des articles R 2193-11 à R 2193-16 du code de la commande publique :

Article R 2193-11 : « *Le sous-traitant admis au paiement direct adresse sa demande de paiement au titulaire du marché public, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé.* »

Article R 2193-12 : « *Le titulaire dispose d'un délai de quinze jours à compter de la signature de l'accusé de réception ou du récépissé pour donner son accord ou notifier un refus, d'une part, au sous-traitant et, d'autre part, à l'acheteur.* »

Article R 2193-13 : « *Passé le délai mentionné à l'article R. 2193-12, le titulaire du marché est réputé avoir accepté celles des pièces justificatives ou des parties de pièces justificatives qu'il n'a pas expressément acceptées ou refusées.* »

Article R 213-14 : « *Lorsque le sous-traitant a obtenu la preuve ou le récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande de paiement dans les conditions fixées à l'article R. 2193-11 ou qu'il dispose de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé par le titulaire, le sous-traitant adresse sa demande de paiement à l'acheteur accompagnée de cette preuve, du récépissé ou de l'avis postal. L'acheteur adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.* »

Article R2193-15 : « *L'acheteur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.* »

Article R 2193-16 : « *Lorsque le sous-traitant utilise le portail de facturation mentionné à l'article 2 de l'ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, il y dépose sa demande de paiement sans autre formalité. Le titulaire dispose de quinze jours à compter de ce dépôt pour accepter ou refuser la demande de paiement sur le portail de facturation.* »

Il est en outre à noter qu'en application des articles L 2192-1, L 2192-5 et L 2192-6 du code de la commande publique, le dépôt des demandes de paiement des sous-traitants, à l'instar des factures des titulaires de marchés, doit s'effectuer sur le portail mutualisé de l'Etat Chorus Pro (<https://choruspro.gouv.fr>), hormis dans le cas de marchés relatifs à des impératifs de défense ou de sécurité nationale.

## 14 PLAN D'ASSURANCE QUALITE FOURNISSEUR

Le prestataire qui est certifié Qualité fournit dans son offre un plan d'Assurance Qualité Fournisseur détaillant les actions Qualité qui seront mises en œuvre afin de vérifier la conformité du produit/service aux exigences Qualité de son périmètre d'activité.

Dans tous les cas, l'INPI se réserve le droit de mener des audits fournisseurs selon son référentiel Qualité.

## **15 RESPONSABILITE DU TITULAIRE**

Le titulaire assumera les conséquences de ses propres défaillances et de celles de son ou de ses sous-traitants quelle que soit la nature des prestations, et quel que soit le lieu de leur exécution.

L'Institut se réserve le droit de réclamer au titulaire l'indemnisation des conséquences financières de ces défaillances.

## **16 CONFIDENTIALITE**

Le titulaire s'engage à ne divulguer, en aucun cas, les documents ou renseignements confidentiels qui lui seraient communiqués par l'INPI à l'occasion de l'exécution du présent marché et à faire respecter cette obligation par son personnel et ses éventuels sous-traitants.

## **17 PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE**

Tous les résultats du marché (Images numérisées, fichiers numériques et autres documents associés, fichiers de récolement, études, etc..) deviennent la propriété de l'INPI.

Par conséquent, le titulaire cède à l'INPI à titre exclusif, l'intégralité des droits patrimoniaux d'auteur qui lui sont dévolus par la loi, et notamment, de façon non limitative :

- le droit d'exploitation,
- le droit de traduction,
- le droit de reproduction sur tout support, connu ou inconnu,
- le droit de représentation par tous moyens, connu ou inconnu,
- le droit de commercialisation et d'usage,
- les droits d'utilisation, d'adaptation et de modification,

de tous les éléments fournis par le titulaire au titre du présent marché.

La présente cession est faite pour la durée de la protection par les droits d'auteur, y compris les prolongations qui pourraient y être apportées, et pour le monde entier.

Il est par ailleurs entendu que les données fournies par l'INPI au titulaire dans le cadre de l'exécution du présent marché restent la propriété de l'INPI. Ainsi, le titulaire n'acquiert aucun droit de propriété intellectuelle d'aucune sorte du fait de l'exécution des prestations prévues au marché lorsque les créations ont été réalisées par l'INPI et remises au titulaire. Le titulaire doit restituer à l'INPI, sur simple demande, les supports ayant servi à réaliser la prestation.

Les transferts de propriété auront lieu aux dates d'admission de chaque livraison. Toutefois, en cas de résiliation du marché et ce, pour quelque cause que ce soit, l'INPI deviendra propriétaire, dès la date de résiliation, de l'ensemble des documents réalisés au titre de ce marché ou en cours d'exécution.

L'INPI peut communiquer à des tiers les résultats des prestations résultant de l'exécution du marché.

L'INPI peut librement publier les résultats des prestations.

Le titulaire garantit être titulaire des droits de propriété intellectuelle afférents aux résultats des prestations et avoir conclu, le cas échéant, les cessions nécessaires avec les auteurs. Il garantit la personne publique contre toutes les revendications des tiers relatives à la propriété intellectuelle des livrables fournis au titre du marché.

## 18 OBLIGATIONS DES COCONTRACTANTS

Le titulaire a l'obligation de nommer un responsable technique et administratif chargé de la conduite de l'exécution des prestations pour l'INPI.

Le changement de responsable technique et administratif doit être impérativement et immédiatement signalé par écrit et au préalable à l'INPI. Le nom, les coordonnées, la formation et l'expérience du remplaçant devront être notifiés par écrit.

L'INPI s'engage à communiquer au titulaire le nom, les coordonnées professionnelles et la fonction de la personne chargée de conduire et de diriger le suivi technique et administratif du présent marché dans les 15 jours suivants la notification du marché.

## 19 DOCUMENTS A PRODUIRE

Conformément aux dispositions des articles L.8222-1 à L.8222-3, R8222-1, D.8222-5 ou D.8222-7 à D.8222-8 du code du travail et du décret n°2005-1334 du 27 octobre 2005, le titulaire du marché a l'obligation de produire à l'INPI, à la **conclusion du marché et tous les six mois** à compter de la notification du marché, une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions.

Par ailleurs, conformément aux dispositions des articles L.8254-1 à L.8254-4 du code du travail, le titulaire doit remettre lors de la conclusion du marché, puis **tous les six mois** jusqu'à la fin du marché, une attestation sur l'honneur indiquant son intention ou non de faire appel, pour l'exécution des prestations, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.

En cas de non remise des documents susmentionnés, l'INPI peut, après mise en demeure restée infructueuse, résilier le marché au tort du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques.

## 20 DISPOSITIONS RELATIVES AU TRAVAIL DISSIMULE

Des pénalités peuvent être infligées au titulaire, d'un montant égal à 10% du montant du présent marché, s'il ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du code du travail. Le montant des pénalités sera toutefois plafonné par celui des amendes encourues en application des articles L.8224-1, L.8224-2 et L.8224-5 du code du travail.

## 21 DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE TITULAIRE ETRANGER

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents.

La monnaie de comptes du marché est l'euro(s). Le prix libellé en euro(s) restera inchangé en cas de variation de change.

Tous les documents, factures, modes d'emploi doivent être rédigés en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'union européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance devra comprendre une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse, ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les Tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N° ..... du ..... ayant pour objet ..... Ceci concerne notamment la loi N° 75-1334 du 31 Décembre 1975 relative à la sous-traitance.

Mes demandes de paiement seront libellées en euro(s) et adressées à l'entrepreneur principal; leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Toutes les correspondances que je pourrai adresser seront rédigées en français. "

Les candidats se référeront aux dispositions du titre IX, chapitre 3 du code de la commande publique pour connaître les modalités pratiques du recours à la sous-traitance.

## **22 RESILIATION**

En cas d'inexactitude des renseignements mentionnés aux articles R 2143-6 et suivant du code de la commande publique ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D. 8222--à 8 du code du travail conformément à l'article R 2143-8 du code précité, il pourra être fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues par le marché.

L'INPI se réserve le droit d'apprécier, dans chaque cas, selon la gravité de l'inexactitude et le caractère, volontaire ou non, de l'erreur commise, s'il y a lieu ou non d'infliger une sanction.

## **23 REGLEMENT DES DIFFERENDS ET LITIGES**

Le tribunal compétent pour connaître de tout litige entre les parties relativement à la validité, l'interprétation et l'exécution du présent contrat est le tribunal administratif de Cergy-Pontoise, nonobstant pluralité de défendeurs ou appel en garantie même pour les procédures de référé ou sur requête.

Toutefois, si l'une des parties a l'intention d'engager une action devant le tribunal administratif, elle ne pourra le faire qu'à la condition d'avoir saisi au préalable le comité consultatif national de règlement amiable des différends ou litiges dans les conditions prévues par les articles D 2197-15 à D 2197-17 du code de la commande publique.

## **24 TRANSFERT DES DROITS ET OBLIGATIONS DU TITULAIRE**

Le titulaire exécute personnellement le présent marché. Aucun transfert de ses droits et obligations au profit d'un tiers ne pourra être fait sans l'autorisation préalable de l'INPI et la conclusion préalable d'un avenant. A défaut, le marché pourra être résilié sans mise en demeure et sans indemnité au profit du titulaire.

## **25 MARCHES COMPLEMENTAIRES**

Les prestations, objet de la présente consultation, peuvent donner lieu à un nouveau marché pour la réalisation de prestations similaires, passé en application de la procédure négociée de l'article R. 2122-7 du code de la commande publique et qui seront exécutées par l'attributaire de ce présent marché.

## **26 DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX**

Le présent CCAP déroge au CCAG-FCS conformément au tableau ci-dessous.

Article(s) du CCAP par lesquels sont introduites ces dérogations	Article(s) du CCAG-FCS au(x)quel(s) il est dérogé
10 11	30.1, 30.2 et 30.4.1 14

L'acte d'engagement déroge au CCAG-FCS conformément au tableau ci-dessous.

Article(s) de l'acte d'engagement par lesquels sont introduites ces dérogations	Article(s) du CCAG-FCS au(x)quel(s) il est dérogé
8	4.1